



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90
24 Boulevard des Alliés
70000 Vesoul

Vesoul, le 12/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BONGARZONE ET CIE

15 rue du Midi
52500 Poinson-Lès-Fayl

Références : UID257090/SPR/ES 2025 - 1120A
Code AIOT : 0005901784

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement BONGARZONE ET CIE implanté Lieu-dit Combes Charton 70600 Champlitte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de l'inspection est le contrôle des non-conformités constatées lors de la précédente inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BONGARZONE ET CIE
- Lieu-dit Combes Charton 70600 Champlitte
- Code AIOT : 0005901784
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Champlitte a été autorisée par arrêté préfectoral du 12 avril 2011. L'exploitation de la carrière est autorisée pour une durée de 30 ans à un rythme de 135 000 tonnes par an en moyenne et 150 000 tonnes au maximum. Le matériau exploité est de la roche massive calcaire. Dans le cadre de la remise en état (remblayage d'une partie de la carrière), le site est autorisé à accueillir des matériaux inertes à hauteur de 60 000 tonnes par an au maximum.

L'ensemble du site, et plus particulièrement le périmètre de la carrière situé de part et d'autre du portail d'entrée ainsi que l'aire étanche, ont été contrôlés.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Niveau de production	Arrêté Préfectoral du 12/04/2011, article 4	Demande d'action corrective	15 jours
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 12/04/2011, article 10	Demande d'action corrective	2 mois
4	Modalités d'extraction	Arrêté Préfectoral du 12/04/2011, article 17.1	Demande d'action corrective	6 mois
8	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 12/04/2011, article 27.4	Demande d'action corrective	6 mois
9	Remblayage partiel de la carrière	Arrêté Préfectoral du 12/04/2011, article 34 bis	Demande d'action corrective	6 mois
10	Mesures d'empoussièrement	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 56	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 12/04/2011, article 14	Sans objet
5	Epaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 12/04/2011, article 19.1	Sans objet
6	Côte minimale d'extraction	Arrêté Préfectoral du 12/04/2011, article 19.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 12/04/2011, article 24 et 25	Sans objet
11	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est plutôt bien exploitée mais 4 non-conformités ont été relevées lors de l'inspection. En effet, il faut souligner que :

- La production maximale autorisée est dépassée pour les années 2023 et 2024.
- La clôture située de part et d'autre du portail n'a pas été posée.
- Le bassin de rétention des eaux pluviales du carreau n'a pas été créé.
- Il n'a pas été effectué de mesures de retombées de poussières dans l'environnement.

Concernant le dépassement de la production autorisée, il n'est pas proposé de mise en demeure (dans l'immédiat) par le fait que l'exploitation est en retard sur le phasage prévu.

S'agissant du bassin, l'exploitant doit mettre en place ce bassin de rétention, ou à défaut demander une modification de cette prescription en déposant un dossier sous 6 mois avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaire.

L'ensemble des non-conformités constatées font l'objet d'actions correctives. Il a été demandé à l'exploitant de déposer un "porter à connaissance" :

- pour mettre à jour son phasage (au regard du retard d'exploitation constaté),
- pour adapter les garanties financières au phasage proposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveau de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2011, article 4
Thème(s) : Autre, Niveau de production
Prescription contrôlée : [...]. La quantité annuelle Moyenne autorisée à extraire est de 135000 tonnes. La production pourra atteindre 150000 tonnes/an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels, tout en respectant la moyenne précitée de 135000 tonnes/an calculée sur la durée de la période considérée d'une durée de 5 ans. [...]
Constats : L'exploitant déclare la production annuelle des matériaux dans l'application GEREP. Au vu des productions réalisées sur les 4 dernières années, l'exploitant ne devrait théoriquement produire en 2025 (pour respecter la moyenne de 135kT/an sur une durée de 5 ans) que 105,33 kT.

D'après l'exploitant, le tonnage de production sera dépassé en 2025 par le fait que les carrières de Fouvent-Saint-Adoche (70) et de Grandchamp (52) ne seront véritablement opérationnelles qu'en 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de respecter la production annuelle maximale autorisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2011, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Clôture
Prescription contrôlée : [...] une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation qui enfermera la surface autorisée. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation. [...] [...] une aire étanche pour le stationnement, l'entretien et le ravitaillement des engins en carburants dans l'emprise du périmètre de la carrière, équipée d'un caniveau capable de collecter les égouttures et relié à un point bas étanche équipé d'un décanteur-déshuileur ou tout dispositif d'efficacité au moins équivalente [...]
Constats : La clôture, située à droite du portail d'entrée sur le site et le long du chemin d'accès au carreau, est absente le jour de la visite. L'aire étanche est présente et conforme le jour de la visite (débourbeur-déshuileur compris).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La clôture est à poser dans les plus brefs délais. Les justificatifs (photo par ex.) sont à transmettre à l'inspection dans un délai de deux mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Acte de cautionnement
Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant doit, préalablement à la mise en activité de la carrière avoir constitué des garanties financières d'un montant permettant d'assurer la remise en état de la carrière selon les dispositions prévues à l'article 32 et suivants du présent arrêté. [...]
Constats : Le dernier acte de cautionnement connu par l'inspection expire le 30/06/2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'acte de cautionnement est transmis à l'inspection le jour de la visite. Il est nécessaire que celui-ci soit en adéquation avec le phasage actuel (en lien avec le point de contrôle suivant).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Modalités d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2011, article 17.1
Thème(s) : Autre, Phasage
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière doit être conduite selon les modalités prévues ci-après, telles que définies par le pétitionnaire dans son plan prévisionnel dont copie est jointe en annexe au présent arrêté.
Constats : L'exploitant indique que la carrière est actuellement dans la phase 2 (pour 2-3 années encore). Un retard d'une « petite phase » est constaté entre le prévisionnel (phase 3) et la réalité du terrain. L'exploitant indique qu'il transmettra à l'inspection un « porter-à-connaissance » sous 6 mois pour mettre en adéquation phasage et garanties financières (en lien avec le point de contrôle précédent).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre un dossier de modification du phasage d'exploitation, et du calcul des GF dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Epaisseur d'extraction et géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2011, article 19.1
Thème(s) : Autre, Front de taille

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Après reprise de l'extraction sur le front existant de 15 mètres de hauteur, la carrière comportera à court terme 2 gradins d'une hauteur maximale de 15m chacun séparés par une banquette horizontale au minimum de 10m de largeur en période d'exploitation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au vu du plan topographique de la carrière (transmis par courriel le 05/11/25 et daté du 11/07/25) et du constat visuel de la présente visite, les prescriptions susmentionnées (hauteur maximale et largeur minimale) sont respectées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Néant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Côte minimale d'extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2011, article 19.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Côte minimale d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction progressive des matériaux se déroulera en 6 phases de 5 ans conformément à la figure 8 du dossier dont copie est jointe au présent arrêté. L'extraction se poursuivra à partir de la zone Nord de la carrière existante (approfondissement) et se dirigera vers le Sud-Ouest (phases 1, 2 et 3) en créant un carreau dont la cote inférieure se situera à 253 mètres NGF; elle se prolongera ensuite du Nord-Est du site autorisé vers le Sud (phases 4, 5 et 6).</p>
<p>Constats :</p> <p>Au vu du plan topographique de la carrière (transmis par courriel le 05/11/25 et daté du 11/07/25) et du constat visuel de la présente visite, les prescriptions susmentionnées sont respectées puisque la côte minimale relevée est de 259 mètres NGF.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Néant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Registres et plans

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2011, article 24 et 25</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan</p>

<p>sont reportés : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords, dans un rayon de 50 mètres, les bords de la fouille, les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (nivellement NGF), en particulier de l'aire de stockage des produits destinés à la vente et des banquettes découpant les fronts, les zones remises en état, la position des éventuels éléments de surface à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel le 05/12/25 à l'inspection le dernier plan topographique de la carrière en date du 11/07/25. Ce plan prend en compte toutes les prescriptions mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Néant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2011, article 27.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales présentes sur le carreau et les pistes. de circulation des engins seront acheminées vers le point bas étanche de la carrière pour former un bassin de décantation d'un volume d'au moins 450 met être traitées avant rejet dans le milieu naturel [..]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le précédent rapport d'inspection (en date du 11 février 2020) avait relevé l'absence de bassin de décantation au point bas du carreau de la carrière. En réponse à ce constat, l'exploitant avait répondu à l'inspection (via un courrier daté du 22 octobre 2020), qu'il n'y a aucune eau stagnante sur la carrière ce qui rend inutile la réalisation d'un bassin de collecte des eaux issues du carreau.</p> <p>A ce jour, le bassin n'a toujours pas été réalisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place ce bassin de rétention, ou à défaut demander une modification de cette prescription en déposant un dossier sous 6 mois avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 9 : Remblayage partiel de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2011, article 34 bis

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs

Prescription contrôlée :

Le dépôt de matériaux inertes d'apport extérieur au site est autorisé pour un maximum de 60000 tonnes par an et sera déposé progressivement à l'avancement de l'extraction conformément aux plans fournis au dossier de demande d'exploiter (voir plan de remise en état final annexé au présent arrêté préfectoral). Il s'effectuera dans la partie centrale de la carrière, et se prolongera en direction Est (talutage d'une petite partie des fronts par éboulis). Il ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux extérieurs doivent être préalablement triés, c'est-à-dire avant d'entrer sur le site de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination. L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités pesées, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Les matériaux autorisés sont des matériaux solides et inertes tels que déblais provenant des chantiers de terrassement, de construction, de rénovation, de démolition ou de carrières, constitués exclusivement de bétons, briques, tuiles et céramiques, matériaux de construction à base de produits minéraux naturels, de terres non polluées, pierres et cailloux. La terre végétale sera stockée à part et devra recouvrir les dépôts avant végétalisation. Les matériaux interdits sont les matériaux non inertes et, en particulier, les matières fermentescibles (papiers, bois, cartons, végétation, etc) ainsi que les hydrocarbures, peintures, solvants, produits bitumineux frais ou à base de goudrons, émulsions, plâtres, sables de fonderie, ferrailles, ordures ménagères, pneumatiques et les matières plastiques ou tout composé souillé par ces éléments ou pollué par tout autre produit. Le site ne peut accepter de déchets provenant d'une installation classée pour la protection de l'environnement autre qu'une carrière ou une déchetterie, et de lieux potentiellement pollués. Tout dépôt de déchets à base d'amiante est strictement interdit sur le site.

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection un exemple de demande d'acceptation préalable, un exemple de bordereau de suivi des déchets ainsi que le relevé informatique de suivi des déchets. L'inspection constate que la DAP n'est pas systématique et que le relevé ne mentionne pas :
- le code déchet,
- la localisation par carroyage,
- et la référence de la DAP. L'exploitant indique qu'il va mettre en place un registre dématérialisé de suivi des déchets. Ce registre devrait être en place avant la fin de l'année (sous 6 mois au plus tard).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le registre dématérialisé, que mettra en place l'exploitant, devra prendre en compte les remarques de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Mesures d'empoussièrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 56
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle [...].
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de mesures de retombées de poussières dans l'environnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra réaliser des mesures de retombées de poussières sous 6 mois en tenant compte des prescriptions sus-citées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel le 05/12/25 un plan de gestion des déchets. Ce plan est conforme aux attentes exigées par l'arrêté ministériel du 22/09/1994.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Néant.

Type de suites proposées : Sans suite
